



Annoncés en grande pompe par le ministre de la communication, le très souriant Issa Tchiroma Bakary, ils devaient pourtant permettre de faire une évaluation du « plus beau métier ». Au Cameroun les états généraux ne semblent plus à l'ordre du jour. En attendant, la presse se meurt Dès son arrivée à la tête du ministère de la communication, Issa Tchiroma Bakary a fait une série d'annonces. Parmi celles-ci, figurait en bonne place l'organisation des états généraux de la presse courant 2010. Recevant les professionnels de la presse nationale et internationale à la veille des 41^{èmes} assises de l'Union internationale de la Presse francophone, le Mincom n'a pas oublié de préciser qu' « *après les assises du 17 au 22 novembre, nous allons organiser les états généraux de la presse au mois de mars 2010* ».

Déjà, il n'avait fixé aucune date. Le mois

« *retenu* »

s'est écoulé sans l'ombre d'une rencontre de cette nature.

Pour tenter de rassurer l'opinion, Issa Tchiroma qui s'était entre temps auto-institué « *porte-parole du gouvernement* »

est monté au créneau pour avancer une nouvelle date. Cette seconde fois, il a jeté son dévolu sur novembre. Est-ce un truisme de rappeler que nous sommes en janvier, c'est-à-dire environ deux mois après novembre ? Toujours est-il que les fameuses assises restent attendues. Pis, le Mincom n'en parle plus.

Pourtant, ces états généraux devaient permettre d'évaluer le chemin parcouru par la presse et la communication nationales depuis la loi du 19 décembre 1990 sur la communication sociale au Cameroun. Aussi devraient-ils permettre aux promoteurs des médias audiovisuels de faire le bilan décennal de leur sous-secteur. Car faut-il le rappeler, le décret fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des entreprises privées de communication audiovisuelle au Cameroun date du 03 avril 2000.

Pour se gargariser, le Mincom aime à rappeler que *"le Cameroun compte plus de 600 titres pour la presse écrite, près de 100 radios et une dizaine de chaînes de télévision"*.

Mais tous ces chiffres ne peuvent-ils pas être des signes qui trompent ?

Mincom : Les états généraux dans le maquis

Écrit par Olivier Ndenkop

Dimanche, 09 Janvier 2011 08:00 - Mis à jour Dimanche, 13 Mai 2012 14:32

Il est à noter que malgré l'autosatisfaction et l'autocongratulation des autorités en charge de la communication, le Cameroun n'est pas encore cette terre où il fait bon vivre pour les journalistes. Ces derniers y sont encore menacés dans l'exercice de leur fonction et en meurent parfois. Le funeste exemple de Bibi Ngota en est une parfaite illustration. Lui qui a rendu l'âme dans l'insalubre pénitencier de Kondengui l'an dernier pour avoir été malencontreusement associé à la vérification d'une information auprès du Secrétaire général de la présidence de la République, Laurent Esso.

Jusqu'ici, il est impossible de savoir combien de journalistes exercent au Cameroun. Leur fichier n'existe pas au ministère de la Communication. C'est à peine si on y trouve le répertoire des journaux censés paraître au pays. En dressant la liste des journaux paraissant au Cameroun lors des 41èmes assises de L'Upf qui se sont tenues du 17 au 22 novembre dernier, le mincom a maladroitement mentionné «*The Herald*» ; alors que ce journal avait disparu des kiosques depuis longtemps. Le Conseil camerounais de la communication est moribond, la publicité s'attribue selon des règles floues ou inexistantes, les pouvoirs politiques et économiques embrigadent l'indépendance des journaux...

Olivier A. Ndenkop